

Discours de Madame la ministre de l'Éducation Nationale,  
de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

## *Conférence de presse de rentrée 2016*

Paris, lundi 29 août 2016

*Seul le prononcé fait foi*

Mesdames et messieurs,

Bienvenus à cette conférence de presse de rentrée 2016. Je tiens d'abord, avant toute chose, à vous souhaiter à toutes et à tous une bonne rentrée 2016.

Alors, bien sûr, votre rentrée n'est pas tout à fait la même que celle des millions d'élèves et de personnels qui vont effectuer leur rentrée scolaire dans les jours qui viennent.

Mais la rentrée est un moment tellement spécial, tellement fort, qu'elle déborde largement le cadre de l'École. Ne parle-t-on pas de rentrée politique ? De rentrée littéraire ?

Oui, la rentrée scolaire vient rythmer la vie de notre nation chaque année. Elle a laissé en chacune et chacun d'entre nous, des souvenirs extrêmement forts.

Pour ma part, j'y prenais énormément de plaisir, et je le dis très sincèrement. Mais c'est aussi un temps qui pouvait faire naître des interrogations, parfois des inquiétudes, voire des rêves étranges la veille de la rentrée.

Régulièrement, je cauchemardais que j'arrivais à l'école en pyjama, ou, que j'y étais accueillie par une interrogation surprise dès le premier jour ?

Pourtant, ces appréhensions s'évanouissaient d'elles-mêmes, au bout de quelques jours.

Pourquoi ? Parce qu'avec la rentrée, l'École cessait d'être une idée plus ou moins confuse, pour devenir une réalité vécue. Une réalité bien vécue, même.

Eh bien, il en va de même, aujourd'hui, de la Refondation de l'École.

En cette rentrée 2016, la Refondation n'est plus un texte de loi, des mesures et des réformes annoncées : c'est une réalité. Et comme souvent, avec la réalité, vont s'évanouir des inquiétudes et des fantasmes, quand ce n'était pas de la désinformation volontaire.

La réforme du collège n'est pas l'apocalypse annoncée, la terre ne se fendra pas en deux, et l'on continuera par exemple, et j'en suis heureuse, à enseigner le latin et le grec.

Non, l'arabe ne sera pas obligatoire dès le CP, et l'orthographe, contrairement à une idée tenace, n'a pas été réformée.

Vous aurez donc le plaisir de constater que l'allemand n'a pas disparu, et que l'on distingue toujours jeune et jeûne, grâce à l'accent circonflexe dont s'orne le « u » de ce dernier.

\*

\* \*

Ce que les familles et les élèves vont découvrir à la rentrée, ce ne sont donc pas les élucubrations fantaisistes qui ont trop souvent pollué le débat sur l'Ecole.

Ce qu'elles vont découvrir, c'est une école, de la maternelle à la fin de la scolarité obligatoire, qui aura été réformée. Une école meilleure, un collège meilleur, résultat d'une politique éducative ambitieuse comme notre pays n'en avait pas connue depuis trop longtemps.

Je tiens d'ailleurs à saluer le travail conduit au fil des ans, par Vincent PEILLON et Benoît HAMON, mes prédécesseurs, mais aussi par l'ensemble des services, par la Direction Générale de l'Enseignement Scolaire et sa directrice, Florence ROBINE, ainsi que par l'ensemble des personnels de l'éducation nationale, dans nos académies, dans nos établissements. Ils portent, depuis 4 ans, la Refondation, et je veux les en remercier.

Nous voici donc dans la 4<sup>ème</sup> année de la Refondation. Cette année, l'Ecole de la République ne fait pas seulement sa rentrée ; elle fait son retour au premier plan, sur le devant de la scène.

Oui, nous avons remis l'Ecole au centre. Au centre de nos territoires, de nos villes et de nos villages, de nos campagnes. Nous avons remis l'Ecole au centre, et cela signifie une Ecole avec plus de moyens, au primaire comme au secondaire, avec des programmes mieux construits, avec une évaluation plus claire !

Voilà la réalité qui sera celle des personnels, des familles et de nos élèves.

La réalité de la Refondation, c'est, pour cette seule rentrée 2016, la création de 10 711 postes supplémentaires.

La réalité de la priorité au primaire, c'est l'arrivée, dans le premier degré, entre 2013 et 2016, d'un poste créé pour cinq élèves supplémentaires. Et sur la même période, dans le second degré, nous avons créé un poste pour 14 élèves supplémentaires !

La réalité, mesdames et messieurs, ce sont, au cours de ce quinquennat, 42 338 postes créés dans tous nos établissements scolaires, sur les 54 000 concernés. Et ce sera, avec la rentrée 2017, en comptant l'enseignement supérieur et l'enseignement agricole, les 60 000 postes annoncés par le Président de la République qui auront été bel et bien tenus.

J'ai fait mettre, dans votre dossier de presse, un tableau rappelant la réalité de la dépense intérieure d'éducation. Voilà des années que l'on savait qu'il fallait la rééquilibrer en faveur du primaire, eh bien vous constaterez que c'est le cas, grâce à ce quinquennat. Nous l'avons augmenté, sur cette période, de 10% dans son ensemble, mais nous avons fait un effort particulier pour l'Ecole Primaire.

L'Ecole primaire connaît donc une hausse de 12%, quand elle est de 7% pour le collège et de 4% pour le lycée.

Et plus importante encore que la réalité des chiffres, c'est, naturellement la réalité du terrain.

Davantage d'enseignants, cela signifie que chaque élève, dans chaque classe, aura en face de lui un professeur.

Cela signifie résoudre les problèmes de remplacement qui se posent parfois. Rien n'est pire que de voir des classes laissés sans professeur. J'annoncerai d'ailleurs, dans les semaines qui viennent, des mesures complémentaires sur ce sujet du remplacement.

Davantage d'enseignants, c'est aussi pouvoir mettre en place des dispositifs spécifiques comme le plus de maître que de classes, pour accompagner les élèves dans l'apprentissage et la maîtrise des fondamentaux, et lutter efficacement contre les difficultés scolaires, et cela le plus tôt possible. Pour ce dispositif, largement plébiscité sur le terrain, 3195 postes supplémentaires ont été créés.

Mais ces postes, ce sont aussi des emplois d'infirmier, d'assistant de service social, d'assistant d'éducation et d'accompagnant d'élèves en situation de handicap.

Plus de postes, plus de moyens, c'est le cas en cette rentrée 2016, ce sera aussi le cas en 2017, dernière rentrée du quinquennat, avec un budget pour l'enseignement scolaire qui s'élèvera à 2 milliards et 150 millions d'euros, chiffre inédit.

Voici, concrètement, ce que signifie remettre l'Ecole au centre. Voici la réalité de la Refondation. L'Ecole n'est pas une idée abstraite : c'est un lieu concret, un lieu vivant, un lieu profondément humain.

Vers ce lieu, des millions d'élèves vont se diriger dans quelques jours ; dans ce lieu, vont se réunir des personnels dont je salue l'engagement et qui doivent avoir toute notre reconnaissance pour le travail exceptionnel qu'ils accomplissent, année après année.

L'Ecole change avec eux ; grâce à eux. Il était donc légitime que, pour eux aussi, les choses changent. Nous avons rétabli la formation initiale des enseignants dès 2013. Et depuis, je n'ai eu de cesse de renforcer aussi la formation continue, avec un investissement de 100 millions d'euros pour chaque année qui vient.

Enseigner est un métier complexe, difficile, exaltant, certes, mais d'une immense exigence. C'est pour cela qu'il est essentiel d'accompagner les professeurs, de les former, de les soutenir.

Essentiel, aussi, de dire à quel point ils sont importants, et à quel point nous devons tous être fiers et reconnaissants du travail qu'ils accomplissent au quotidien dans les salles de classe.

Nous avons tenu à ce que ce métier complexe et exigeant trouve un juste salaire. L'Indemnité de Suivi et d'Accompagnement des Elèves des professeurs des écoles a été revalorisée, et s'élève désormais à 1200 euros par an. Je rappelle qu'elle n'existait pas avant 2013, et qu'elle était de 400 euros depuis.

Et avec l'accord sur les Parcours Professionnels, carrières et rémunérations qui entrera en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2017, nous n'aurons pas seulement des personnels dorénavant mieux rémunérés que la moyenne de l'OCDE, avec de véritables perspectives de carrière : ce sont aussi des personnels dont l'engagement et l'implication sont mieux reconnus. Une reconnaissance qui pourra se traduire, en fin de carrière, par un gain salarial maximum de 1000 euros supplémentaires par mois.

La réalité de la Refondation, c'est aussi une Ecole qui assume pleinement notre devise républicaine, et qui ne ferme pas les yeux devant la réalité des inégalités et de leurs poids, mais qui se donne les moyens de les combattre.

J'ai réformé l'éducation prioritaire et l'allocation des moyens aux établissements scolaires, pour mieux tenir compte de la diversité, de la complexité, et de la réalité de nos territoires. Pour mettre, au service de l'égalité, une inégalité dans la répartition des moyens.

C'est ainsi que dans une académie comme Lille, qui perd des élèves depuis plusieurs années et qui n'avait cessé d'être ponctionnée avant 2012, sur la base d'un simple raisonnement comptable, vous trouverez, dans cette académie, 200 postes supplémentaires en cette rentrée, alors qu'elle a un millier d'élèves en moins.

Que dire, encore, de Créteil, qui, avec 3160 élèves supplémentaires, aurait dû recevoir, d'un strict point de vue comptable, 160 postes supplémentaires, et qui en reçoit 650, pour mieux prendre en compte les difficultés économiques et sociales ?

Tenir compte de la réalité territoriale, c'est aussi prendre soin de nos territoires ruraux, et c'est pour cette raison que 22 conventions ruralité ont été signées. 30 autres sont en cours de préparation. Nous offrons ainsi des perspectives stables et sérieuses à la quasi-totalité de nos territoires ruraux.

La réalité de ces conventions, elle est bien tangible : c'est l'académie de Clermont, où, malgré 546 élèves en moins, 15 postes sont maintenus. C'est celle de Limoges, où, malgré 743 élèves en moins, l'académie a une dotation de 15 postes supplémentaires.

Et je pourrais encore citer bien des départements où ces conventions ruralité ont permis de conserver des moyens, non pas pour figer la carte, mais pour agir !

Agir pour nos élèves, pour l'acquisition des fondamentaux, avec le déploiement dans ces territoires ruraux du dispositif *Plus de Maître que de Classes*, la scolarisation des moins de trois ans ou le développement du numérique.

Et tout cela a été possible grâce à une politique de confiance, de dialogue, entre nous et nos interlocuteurs.

De la même façon, c'est en nous appuyant sur les territoires volontaires – et ils ont été 25, de droite comme de gauche – que nous avons engagé une vraie démarche en faveur de la mixité sociale, pour enfin remédier à ce qui gangrène depuis trop longtemps notre système scolaire.

Accompagner nos académies, nos établissements, et les collectivités c'est important. Accompagner les familles aussi, c'est essentiel, en particulier quand elles sont dans la difficulté financière.

Les Fonds Sociaux s'élèvent cette année à 49 millions, soit une augmentation de 8 millions d'euros, et les bourses, au lycée, seront augmentées de 10%.

Je vous demande de mettre cela en regard avec les multiples décisions des collectivités locales de droite, intervenues ces derniers mois.

Dans le département de la Seine Maritime, le Président du Conseil départemental supprime les bourses départementales des collégiens : 5 000 familles touchées.

Dans celui de l'Eure, celui de Bruno Lemaire, les bourses départementales aux lycéens disparaissent : 2 000 familles touchées.

Dans le département de la Somme, le président du Conseil départemental supprime l'aide à la cantine pour les élèves du primaire : 7000 familles touchées.

Même chose dans l'Essonne : 6 000 familles touchées.

Même chose pour les zones rurales et leurs contraintes si particulières : dans les Pyrénées-Atlantiques, on met fin à la gratuité des transports scolaires, soit une centaine d'euros par an et par enfant. Et il en va de même dans le Cher.

Enfin, je la gardais pour la fin, car c'est la plus savoureuse : que dire quand le département le plus riche de France, Les Hauts de Seine, supprime l'aide aux transports scolaires de plus de 2000 collégiens boursiers ?

La voilà, mesdames et messieurs, la triste vérité des chiffres, derrière les discours ronflants !

L'Ecole constitue pour moi un investissement absolument nécessaire, jamais une dépense superflue sur laquelle on pourrait faire des économies. Ce n'est manifestement pas le cas pour tout le monde.

C'est aussi pour cela que j'ai entamé un combat déterminé contre le décrochage scolaire, dont le coût est faramineux : économiquement, d'abord, car un décrocheur coûte cher à la société. Mais surtout humainement et socialement, car le décrochage scolaire s'accompagne bien souvent d'un décrochage familial, social, et professionnel.

Voilà pourquoi je l'ai souvent dit, et je le redis aujourd'hui, laisser un élève sortir de l'école sans qualification, cela constitue un cas de non-assistance à jeunesse en danger.

Dans ce domaine, nous sommes, en cinq ans, passés de 140 000 décrocheurs à moins de 110 000. C'est important, c'est un premier pas : mais notre mobilisation ne faiblira pas.

Avec toutes les mesures mises en œuvre, nous pouvons regarder un élève dans les yeux, d'où qu'il vienne, et lui dire que oui, la devise inscrite sur le fronton de nos établissements a un sens ! Que oui, l'égalité n'est pas un vain mot !

La réalité de la Refondation, demandez aux habitants de Seine Saint-Denis ce qu'ils en pensent, eux qui avaient été les premières victimes des suppressions de postes du précédent quinquennat !

Elle se traduit, pour eux, dans les faits, avec la création de 503 postes dans les écoles de ce département, et cela représente un effort sans précédent, qu'il était juste et urgent d'accomplir !

Alors oui, avec la Refondation de l'éducation prioritaire et la réforme de l'allocation des moyens, c'est l'ensemble des territoires et leurs spécificités qui sont prises en compte, pour davantage de justice, d'égalité, et d'exigence !

Et on en ressent les effets y compris dans l'appétence des enseignants à aller enseigner dans les endroits considérés comme les plus difficiles. Notez ce chiffre, si intéressant et absolument inédit : dans les mutations demandées par les enseignants en Education Prioritaire, alors qu'ils étaient classiquement 92% en REP à demander à quitter l'éducation prioritaire, cette année, pour la première fois, on note une tendance à la baisse : ils sont 70% à l'avoir fait ! En d'autres termes, c'est bien un début de stabilisation des équipes qui apparaît, et c'est une immense victoire.

D'autant que s'agissant des enseignants exerçant hors Education Prioritaire, et souhaitant muter, ils ont été 12% à demander à rejoindre cette éducation prioritaire, contre 6% l'an passé. Là aussi, c'est un début d'attractivité qui apparaît pour la première fois, et qui en dit long sur les effets que peut produire notre politique éducative, si elle est poursuivie avec constance et sérieux.

La justice et l'égalité nous avaient aussi amenés à instaurer l'école inclusive, en développant des dispositifs de scolarisation pour les élèves en situation de handicap.

Nous avons notamment décidé de former et de stabiliser plus de 50 000 emplois d'Accompagnants des élèves en situation de handicap.

Grâce à cet effort, nous avons augmenté d'un quart le nombre d'enfants en situation de handicap scolarisés, et même de 33% la poursuite dans le second degré, et montré que l'Ecole est véritablement une chance offerte à toutes et à tous.

\*

\* \*

Si l'Ecole doit être juste, c'est parce qu'elle représente une chance immense. Un bien précieux, que nous ont laissé celles et ceux qui nous ont précédés. Nous devons en prendre soin.

Nous devons, aussi, la faire évoluer quand cela s'impose, pour rester fidèle à cette mission qui est la sienne depuis toujours : former des citoyens instruits, éduqués, cultivés et autonomes, dans le monde qui est le leur.

Nous devons toujours la respecter et la défendre, car l'Ecole est un enjeu qui nous concerne tous, en tant que société, en tant que République, et en tant que pays.

J'ai parlé de défendre l'Ecole. Ce mot prend, dans le contexte actuel, un écho particulier.

Oui, nous sommes menacés, oui, nous sommes attaqués, et les attentats de juillet dernier l'ont encore montré, à Nice comme à Saint-Etienne du Rouvray.

Dans un tel contexte, l'Ecole se doit d'être exemplaire.

Des familles nous confient ce qu'elles ont de plus cher, de plus précieux : leurs enfants. Avec cette confiance, c'est une immense responsabilité qui nous échoit : nous nous montrons à sa hauteur en conduisant, j'ai eu l'occasion de le rappeler le 24 août dernier, une action concertée avec le ministère de l'intérieur, pour assurer la sécurité de nos élèves.

J'ai encore insisté sur ce point à l'occasion de la réunion de rentrée des rectrices et des recteurs, et je ne cesserais jamais de le faire. Je n'ai pas oublié les élèves et les professeurs morts en 2012 dans une école juive de Toulouse, ni d'ailleurs les blessés dans une école de Villeurbanne, en 1995, toujours dans un attentat. Je n'ai pas oublié ces drames terribles, et je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour éviter qu'ils se reproduisent.

Mais je tiens aussi à rappeler que les réponses passent également par les missions fondamentales de l'Ecole. A l'ignorance, l'Ecole oppose le savoir. A la propagande, l'esprit critique. A la barbarie, nos valeurs républicaines et humanistes.

La laïcité a été instaurée, dans nos écoles, plus de vingt ans avant la séparation de l'Eglise et de l'Etat. L'Ecole a été laïque avant la République. Pourquoi ? Parce que l'Ecole accueille l'ensemble des enfants, sans distinction.

Au sein de l'Ecole, se forge une appartenance commune, fondée sur le respect des différences, mais aussi sur celui de l'affirmation de l'Ecole comme un lieu de savoir, où chaque enfant est d'abord et avant tout un élève.

C'est parce qu'elle s'est voulue ouverte à tous que l'Ecole est laïque. C'est cette ouverture que nous préservons, en défendant, en expliquant, et en transmettant la laïcité ; en étant aussi d'une grande fermeté dès qu'elle est menacée ; en étant vigilant sur la question de la radicalisation des élèves, mais en veillant aussi et surtout à toujours nourrir et former leur esprit critique.

Ceux-ci sont dans une situation qu'aucune des générations précédentes n'avaient connue. Ils font face à une surinformation sans précédent – qui s'accompagne malheureusement d'une désinformation massive.

Jamais auparavant des discours complotistes ou les discours de haine n'avaient connu une telle audience. Le plus obscur prêche prononcé dans un pays lointain peut trouver, dans une chambre, dans un salon, un écho considérable. Et nous laisserions nos élèves passifs devant un tel péril ?

Non, ce n'est pas ma conception des responsabilités qui sont les miennes.

Nous ne laisserons pas nos élèves captifs des images, captifs des écrans. L'école, dans tous les domaines, est justement là pour nous arracher à une relation passive au monde qui nous entoure.

Voilà pourquoi nous avons développé, depuis 2015, l'Education aux Médias et à l'Information – pour donner à nos élèves les moyens d'appréhender les informations, d'acquérir des réflexes, et des réflexes que vous, journalistes, connaissez bien : recouper des informations, vérifier des sources.

Donner la possibilité, comme nous le faisons en cette année 2016, à tous les collégiens et lycéens de consulter gratuitement la presse écrite, grâce au dispositif lireactu.fr, c'est un formidable moyen de les acculturer très tôt à la différence entre l'information rigoureuse et vérifiée et la désinformation, si courante sur le web.

Oui, la Refondation de l'Ecole c'est une Ecole qui assume son rôle dans la formation du citoyen. Et qui le fait en articulant sans cesse, c'est le cas au sein du Parcours Citoyen, les connaissances nécessaires avec la pratique et l'expérience qui viennent nourrir un engagement véritable.

Voilà pourquoi le socle commun qui entre en vigueur en cette rentrée 2016 met l'accent sur « la formation de la personne et du citoyen ».

Voilà pourquoi la loi de Refondation de l'Ecole insistait sur cette dimension dès juillet 2013, instaurant l'enseignement moral et civique, que j'ai mis en place, de l'école jusqu'au lycée, à la rentrée 2015.

La citoyenneté n'est pas un statut que l'on acquiert. C'est un engagement et une responsabilité que l'on exerce. Que l'on vit. Et cela passe aussi par des rites, qui contribuent à faire de l'Ecole, un lieu où se forge une appartenance commune, un lieu où l'on fait société.

C'est aussi pour cela que j'ai voulu que soient organisées, peu après la rentrée, des cérémonies républicaines de remise des diplômes de Brevet et du certificat de formation générale. Celles-ci deviendront, avec le temps, je l'espère, des moments de célébrations collectives et d'émulation pour les plus jeunes de nos collégiens.

Nous sommes bien loin, vous l'aurez constaté, des solutions simplistes de cette école de la rééducation nationale et du bourrage de crâne que la droite emprunte en ce moment aux mythes de l'extrême droite.

L'école idéalisée de la troisième république était-elle juste ? Capable de transmettre un attachement sincère aux valeurs républicaines, comme l'histoire l'a montré en 1940 ? Tout cela n'est pas sérieux et je le dis avec fermeté : l'avenir de notre école républicaine mérite mieux que l'entreprise de dénigrement, de caricatures, que je constate.

Lorsque l'on a fragilisé l'école, en supprimant 80 000 postes et la formation des enseignants, lorsque l'on promet à la fonction publique une purge austéritaire à laquelle l'école n'échappera pas, on essaie au moins de parler de l'école telle qu'elle est en 2016.

\*

\* \*

Alors, je ne vais pas vous faire une description, point par point, de l'Ecole de la Refondation. A moins que vous n'ayez six bonnes heures devant vous.

Les mesures – vous êtes au courant – ont été nombreuses. Les réformes aussi.

Je veux cependant insister très clairement sur un point : l'objectif de la Refondation de l'Ecole – si il est complexe à atteindre, s'il nécessite d'agir à différents niveaux – l'objectif de la Refondation se résume aisément : « lire, écrire, compter et penser pour tous ! »

S'il se résume aisément, c'est que derrière chacun de ces verbes, se cache une épaisseur de sens, qui fait toute leur force.

Je veux d'ailleurs insister sur l'enjeu absolument central de la maîtrise du français, qui donne lieu, dans les nouveaux programmes, à un renforcement des horaires – alors de grâce ne laissez pas dire le contraire sans réagir.

Au-delà des 10 heures de français hebdomadaires, 10 heures seront consacrées, à l'école primaire, à des activités quotidiennes d'oral, de lecture et d'écriture.

Cette maîtrise est la clef de voûte des apprentissages futurs. Par elle, se construisent aussi notre rapport au monde et notre capacité à débattre démocratiquement. C'est pour cela que son apprentissage exige une pédagogie cohérente dès la maternelle, dès les premiers apprentissages.

Nul besoin d'un course à l'échalote aux horaires, qui ne signifient rien à eux seuls, ou de la promesse d'une classe de rattrapage si l'on ne se donne pas simplement les moyens de bien apprendre le français à tous les élèves !

Les programmes de maternelle, plébiscités par les enseignants, comme les nouveaux programmes du cycle 2, qui entrent en vigueur cette rentrée, ont été conçus avec le concours des meilleurs chercheurs, avec les derniers résultats de la recherche scientifique.

Ce sont d'ailleurs les conclusions de la dernière conférence de consensus du CNESECO, avant l'été, qui invitent à déployer les ressources des nouveaux programmes et à déployer les outils d'évaluation-diagnostique, comme nous l'avons fait en CE2.

L'apprentissage du français est un enjeu trop important pour être la proie des outrances ou des polémiques politiciennes.

Au-delà du français, cette cohérence est la marque de l'ensemble des nouveaux programmes de la scolarité obligatoire, du CP à la 3<sup>ème</sup>, qui sont plus progressifs dès le premier degré et articulés au socle commun de connaissances, de compétences et de culture.

Rendre cette cohérence sensible, c'est aussi le sens de la réforme de l'évaluation, qui jusqu'à présent était difficilement lisible, y compris pour les personnels. Nous l'avons simplifiée, et instauré un livret unique, de la classe de CP à la 3<sup>ème</sup>, qui servira aussi, je l'espère, l'implication des familles dans la scolarité de leurs enfants

Ces fondamentaux et les connaissances qu'ils permettent par la suite, nous les approfondissons et les renforçons au collège, évidemment, qui constituait jusqu'à présent le maillon faible de notre système éducatif.

En abordant la réforme du collège, je crains de vous décevoir.

En effet, cette réforme aura provoqué tant de polémiques et d'exagérations, que la réalité risque de paraître un peu fade, par rapport aux attentes de certains.

Oui, à force d'entendre annoncer, avec cette réforme, la fin des temps et la disparition de toute civilisation, je crains, mesdames et messieurs, que vous ne soyez quelque peu déçus.

L'objectif de la réforme du collège est le même que celui de la Refondation dans son ensemble. Tout est lié. Et pour assurer des élèves mieux formés, mieux préparés aussi au monde qui les attend, eh bien, il nous fallait changer, et les principaux acteurs de ce changement, ce sont, naturellement, les enseignants.

La réforme du collège, c'est une confiance affirmée envers les enseignants. C'est plus d'autonomie, plus de liberté, au bénéfice de tous nos élèves.

Le collège 2016, c'est, sur deux ans, la création de 4000 postes. Le collège 2016, c'est aussi 3h d'accompagnement personnalisé en 6<sup>ème</sup>, et 1 à 2h, selon les besoins, en 5<sup>ème</sup>, en 4<sup>ème</sup> et en 3<sup>ème</sup>.

Le collège 2016, ce sont des enseignements pratiques interdisciplinaires, qui viennent non pas se substituer aux enseignements disciplinaires, mais les renforcer, en alternant à la fois les enseignements en cours et la pédagogie de projet. Parce que savoir travailler en groupe, cela aussi s'apprend. Et s'investir dans un projet, c'est une autre façon de renforcer les connaissances, en les croisant, en les contextualisant pour mieux en comprendre le sens, et donc, in fine, pour mieux les maîtriser.

C'est ce que nous faisons aussi avec les Parcours, comme le Parcours d'Education Artistique et Culturelle, qui s'appuie à la fois sur la connaissance, sur les rencontres, et sur la pratique, et pour lequel une charte a été réalisée par le Haut Conseil à l'Education Artistique et Culturelle.

C'est ce que nous faisons aussi avec le Parcours Citoyen, où la citoyenneté ne se résume pas à des connaissances théoriques, mais s'inscrit dans des rencontres et des expériences, par exemple en s'engageant avec les sapeurs-pompiers de sa commune.

C'est ce que nous faisons, enfin, avec le Parcours Educatif de Santé, qui entrera en vigueur cette rentrée, et qui nous permet de former nos élèves dans ce domaine, et de cultiver ainsi le respect de soi et des autres.

\*

\* \*

Nous changeons beaucoup de chose, et cela demande, j'en suis consciente, un travail d'adaptation important.

Ce n'est jamais facile de changer.

Je connais et je comprends les appréhensions qui peuvent exister, chez les élèves, leurs familles et les personnels.

Pour les familles, vous noterez cette année deux nouveautés.

La première : une application baptisée eParents, qui leur permettra de suivre, dans chaque école et collège, l'organisation, les horaires, le calendrier et les nouveautés pédagogiques offertes à leurs enfants.

La seconde, c'est un nouveau site en ligne, accessible dans les tous prochains jours, « infos-parents-accessibles.education.gouv.fr ». Ce site proposera les principales informations utiles aux parents en matière éducative, dans des formats diversifiés, permettant à tous d'y avoir accès : on y trouvera un accès « page braille », une traduction en langue des signes française, une version audio, et une version en français accessible.

S'agissant des personnels, nous avons conduit un important travail de formation, inédit. Mais surtout, je sais qu'avec la rentrée, lorsque l'on va aborder l'action concrète, alors nous allons considérablement avancer.

La réforme du collège, comme l'ensemble de la Refondation, est en effet profondément pragmatique.

Pragmatique, parce que nous nous sommes, dès son élaboration, appuyés sur une consultation sans précédent de l'ensemble de la communauté éducative.

Pragmatique, parce que nous avons continué à être attentifs à ce qui se jouait sur le terrain, que ce soit dans les collèges préfigurateurs, ou, en mai dernier, à l'occasion de la journée de la Refondation, quand nous avons à nouveau rassemblé l'ensemble de la communauté éducative en mai dernier, pour faire un point d'étape.

Pragmatique, enfin, parce que nous continuerons d'être à l'écoute, et de nous appuyer très concrètement sur ce qui fonctionne, ce qui marche, sur le terrain, pour le diffuser et continuer à avancer ensemble.

Car ce n'est que le début. Si cette rentrée marque, en un sens, l'achèvement de la Refondation, elle constitue moins une fin qu'un commencement.

Les élèves qui auront fait l'ensemble de leur scolarité obligatoire dans cette Ecole refondée, ont aujourd'hui cinq ou six ans. Les bénéfices de la Refondation, dans son ensemble, sur la durée, avec cette organisation par cycle et cette progressivité des programmes, ne seront pas visibles avant plusieurs années.

Si j'insiste sur ce point c'est par expérience. Il y a eu, il n'y a pas longtemps, une étude PISA. Ses résultats n'étaient pas bons. La conclusion s'imposait, pour beaucoup d'observateurs : la Refondation ne marche pas !

Mais cette étude qui évalue je le rappelle des enfants de 15 ans portait sur l'année 2012, donc à un moment où la Refondation n'était même pas initiée.

Cette année, je le sais, doit paraître une nouvelle étude PISA. Alors, j'espère me tromper, mais je crains de voir déjà des gens s'exclamer, à sa lecture : la Refondation ne marche pas !

Vous demander de nous juger à partir de 2025 est sans doute illusoire, et voué à l'échec. Mais vous dire que tout va aller mieux dès le 2 septembre, notamment concernant l'acquisition des savoirs, cela serait absurde et irresponsable. Donc, entre 2025 et le 2 septembre prochain, j'espère que nous saurons trouver une juste mesure.

Si l'Ecole de Jules Ferry avait été évaluée deux ans après les lois scolaires, et si l'on avait déduit, du grand nombre d'analphabètes encore existant, l'inefficacité de l'Ecole et donc la nécessité d'y mettre un terme, cela aurait été, pour notre pays, une perte irréparable.

L'enjeu, en effet, est immense. Ce qui se dessine à travers la Refondation, mais aussi à travers notre politique dans l'enseignement supérieur, c'est tout simplement l'avenir de notre pays, et la préparation de la jeunesse au monde qui vient.

Un monde dans lequel la connaissance des langues vivantes est indispensable. Nous avons donc généralisé l'apprentissage d'une seconde langue vivante dès la cinquième, et diversifié les langues enseignées en LV1 dans plus de 1200 écoles. Et dans cette stratégie d'ensemble, l'allemand, soyez en assurés, n'a pas été oublié – mais renforcé.

Un monde où nous ne pouvons pas faire comme si la révolution numérique n'avait jamais eu lieu ; comme si le numérique ne faisait pas partie de nos vies.

Alors avec cette rentrée 2016 se lance le plan numérique pour l'éducation, qui concerne 25% des collèges et 1800 écoles. C'est une montée en puissance considérable, dans laquelle l'Etat et les collectivités locales se sont investis, et qui articule trois piliers : des ressources pédagogiques de qualité, avec la mise en ligne de la première banque de ressources le 31 août prochain ; la formation des enseignants, débutée l'an passé et qui continuera cette année ; et l'équipement matériel.

Dans le monde qui vient, nous aurons besoin de savoirs et de connaissances. Mais c'est un monde où il faudra non seulement connaître, mais aussi et surtout savoir apprendre à apprendre, car, une fois adultes, nos élèves expérimenteront de multiples parcours et reconversions professionnelles.

Un monde dans lequel la technique ne pourra jamais faire l'économie de la conscience, et où les enjeux économiques se doublent systématiquement d'enjeux éthiques, écologiques, et philosophiques.

Un monde où nous aurons besoin d'esprit d'entreprise, d'audace, et d'innovation, et ces qualités doivent aussi se travailler et s'acquérir au fil de la scolarité et au fil des études. C'est ce que nous faisons.

Un monde dans lequel nos élèves doivent être autonomes pour choisir leur destin professionnel, et donc leur orientation.

Voilà pourquoi il me tenait à cœur d'offrir à chaque élève une meilleure connaissance du monde professionnel, qui reste malheureusement, trop souvent, une terre inconnue.

Nous avons donc mis en place le Parcours Avenir, pour, dès la classe de 6<sup>ème</sup>, pour développer une plus grande familiarité entre nos élèves et le monde professionnel, et ainsi élargir leurs horizons.

Voilà aussi pourquoi j'ai tenu à revaloriser l'enseignement professionnel, et cela continuera puisque, à la rentrée 2017, 500 nouvelles formations seront créées, pour répondre aux métiers de demain ou aux filières en tension.

\*

\* \*

Voilà, mesdames et messieurs, l'Ecole que nous faisons, et les élèves que nous formons. Voici la jeunesse que nous préparons. Et à travers la réussite de nos élèves, c'est notre avenir commun que nous assurons.

Certains veulent une école au rabais : moins de professeurs, moins de moyens, et le sacrifice délibéré d'une partie de la jeunesse pour ne privilégier que la réussite de quelques-uns. Ce qui apparaît dans cette vision, ce n'est pas une perspective d'avenir : c'est le reflet déformé et fantasmé d'un rétroviseur mal ajusté.

C'est le monde d'hier, monde de l'injustice et de l'indécence que certains veulent réhabiliter. Un monde où une minorité d'élèves bénéficiait, comme c'était le cas jusque dans les années 60, de la chance d'aller au collège.

Nous avons voulu, nous, avoir une Ecole à la hauteur de nos ambitions, et à la hauteur de sa mission originelle, pour les 100% d'une classe d'âge qu'elle accueille fort heureusement aujourd'hui.

Alors, oui, nous sommes aussi dans des temps tristes, douloureux et graves. Oui, des crises existent, et parmi elles, une crise du sens. Mais nous avons, en France, cette chance immense, cette chance unique, qui s'appelle l'Ecole.

A travers l'Ecole, aujourd'hui, nous assurons à nos élèves qu'ils n'auront pas un destin à subir, mais un avenir à construire. Nous assurons à nos élèves que nous n'oublions pas la responsabilité qui est la nôtre.

J'avais évoqué, au moment de mon entrée dans ce ministère, mon émotion, en pensant à Malala, au droit pour l'éducation. Je veux le redire aujourd'hui, et il serait bon de le rappeler à chaque rentrée scolaire.

La rentrée a beau scander, année après année, notre existence, ce rituel ne doit jamais être banalisé, pas plus que l'institution scolaire dans son ensemble. Elle fait partie de notre quotidien. Mais cela ne doit pas en occulter la singularité et la rareté.

L'Ecole, donne, à chacune et à chacun d'entre nous, la possibilité de ne pas subir le futur, mais de s'en emparer, et de le construire. Elle nous arrache à une relation passive au monde. Elle nous permet de conférer du sens à chacune de nos existences.

En assurant à davantage d'élèves, à davantage de jeunes, aujourd'hui, de pouvoir, par leur travail et leurs efforts, avoir des moyens à la hauteur de leurs ambitions, et des ambitions à la hauteur de leur

valeur ; en luttant, par les parcours d'excellence que nous installons dans l'éducation prioritaire, contre l'autocensure ; en articulant sans cesse la prise en compte de la singularité de chacun et la nécessité des savoirs et des compétences communes ; en préparant mieux notre jeunesse, aujourd'hui, aux défis de demain, nous nous emparons de cette idée qui fonde l'Ecole depuis toujours. Cette idée, c'est celle du progrès.

Ce progrès, c'est ce à quoi contribue l'ensemble de nos personnels ; c'est ce à quoi travaille chaque enseignant ; c'est celui qui naît d'une grande ambition, parce que l'Ecole nous invite à l'audace et à l'ambition.

Alors, pour conclure ce discours, je souhaite, à celles et ceux qui font vivre l'Ecole, à nos professeurs, à nos élèves, et à l'ensemble de la communauté éducative, une excellente rentrée 2016 !

Je vous remercie.